

ARMÉE IVOIRIENNE

HISTOIRE - TÉMOIGNAGES - PARCOURS SINGULIERS



**TEMOIGNAGES INEDITS DE DEUX
OFFICIERS GENERAUX, PIONNIERS
DE L'ARMEE IVOIRIENNE**

GENERAL DE DIVISION GASTON OUASSENAN KONE



« J'éprouve une grande fierté pour avoir réussi à créer les pas de défilé de la Garde républicaine au son de chants d'une langue de notre pays »

La personnalité de ce grand témoin de l'histoire des Armées de notre pays est assez singulière. C'est un grand sportif, adepte des arts martiaux puisqu'il a été président de la Fédération Ivoirienne de Taekwondo pendant de longues années. Il a été créateur de la Garde Républicaine ivoirienne, Commandant Supérieur de la Gendarmerie Nationale à seulement 25 ans, pilote d'hélicoptère du Président Houphouët-Boigny, Ministre, ambassadeur et homme politique.

Sur le plan culturel, il a rédigé plusieurs livres :

- L'homme qui vécut trois vies**
- Aller-retour**
- L'empire du gouffre**
- Pauvre petite orpheline**

Il a écrit le scénario du film hold-up à Kossou sorti en 1972. Dans ce film, quatre audacieux bandits, après avoir abattu un gardien, réussissent à s'emparer de cent millions CFA destinés à la paye des ouvriers employés à la construction du barrage de Kossou. C'est le départ d'une grande enquête de la Gendarmerie avec un déploiement de moyens d'intervention, un véritable hommage aux hommes de cette institution au service de la république.

Je suis né un après-midi, le 24 avril 1939 à Katiola, à la maternité de cette ville. On venait juste de construire et d'inaugurer la veille, cette maternité. J'étais le deuxième enfant à y naître. Selon la tradition en pays Tagbana, j'étais pour ainsi dire bien né, car je venais après une jeune fille, née la première dans cette même maternité, le matin.

Le peuple Tagbana découle du groupe sénoufo, mais il est essentiellement installé dans la région du Hambol, au nord de la vallée du Bandama.

Mes premiers pas scolaires ont été faits à l'école de la Mission catholique de Katiola jusqu'en classe de cours moyen 1. Mon destin allait me conduire par la suite dans les villes de Daloa et de Séguéla où mon oncle, un infirmier, avait été affecté. Cet oncle avait réussi à convaincre mon père pour que je le suive à Daloa puis finalement à Séguéla où j'ai pu faire mes classes de CM1 et CM2. De mes souvenirs d'enfance et d'école à Séguéla, mon voisin de classe reste présent, feu Anliou Bakayoko, le père du Premier Ministre Hamed Bakayoko. Avec mon ami et voisin Anliou Bakayoko, nous avons passé l'entrée en Sixième à Séguéla et à la suite de nos admissions, je suis parti à Bouaké au Lycée 1 et mon ami à Bingerville. Nos chemins se sont alors séparés, mais notre amitié est restée permanente.

Mon intégration au Lycée 1 de Bouaké pour mes études secondaires va se faire en 1953 dans un environnement politique de l'époque qui favorisera mon choix de vie, à savoir le métier des Armes. En effet, les élections législatives organisées en février 1956 par la France dans les territoires d'outre-mer ont vu la victoire du Rassemblement Démocratique Africain (RDA) de Félix Houphouët-Boigny. Ensuite, la Loi-cadre, votée le 23 Juin 1956 autorisait la généralisation du suffrage électoral en accordant une autonomie politique et financière aux colonies. Le vote de cette loi, souvent dite « Loi Defferre », est important car en réalité elle préparait aux indépendances en autorisant le gouvernement français à mettre en œuvre des réformes pour assurer l'évolution politique des colonies. Et un de ses aspects souvent méconnu est que cette loi autorisait la formation des militaires issus des colonies dans les grandes écoles françaises, en métropole. Donc, avant cette loi, il n'était pas permis à un ressortissant des colonies d'effectuer une formation dans les écoles militaires de la métropole française.

Du fait de sa victoire électorale avec le RDA et en application de la proportionnelle, Félix Houphouët-Boigny a intégré le gouvernement français en qualité de Ministre délégué à la présidence du Conseil et un de ses députés va jouer un rôle important. Il s'agit de Ouezzin Coulibaly qui va être missionné par Félix Houphouët-Boigny pour rencontrer les jeunes lycéens

que nous étions dans les trois plus grandes écoles de l'époque, les lycées classiques d'Abidjan, de Bouaké et de Bingerville.

J'étais en classe de Première quand le député Ouezzin Coulibaly est venu rencontrer les élèves de mon Lycée. Lors de cette rencontre, le député nous a informés de la possibilité que nous avions d'intégrer les écoles militaires françaises. Et ce jour-là, le destin a fait qu'il s'est adressé à moi directement en me présentant comme possible futur général de notre armée. Il m'a fait lever devant mes camarades et au vu de ma grande taille, il m'a prédestiné une carrière militaire avec le grade de Général. J'en ai éprouvé une grande fierté et tous mes camarades de classe se sont mis à m'appeler Général. Je n'étais qu'en classe de Première, et mon destin se jouait déjà, vers le métier des armes. Il faut rappeler qu'à cette époque, les officiers africains étaient peu nombreux et ils avançaient difficilement en grade. Péniblement ils arrivaient au grade de capitaine et ils étaient frappés par la limite d'âge. Les officiers du grade de capitaine en 1960, nous avons Moussa Sanon, Fofana Médiombo et Ouattara Thomas d'Aquin.

Ainsi, nous avons donc des informations sur l'armée avec des perspectives de carrière qui se présentaient à nous, jeunes lycéens. J'étais particulièrement attiré par le métier des armes. Nous avons la possibilité de commencer des bribes de formation

au 5^{ème} Bataillon d'Infanterie de Marine (BIMa) qui se trouvait à Bouaké. Arrivé en Terminale, je me préparais au baccalauréat et à l'entrée dans l'Armée.

La France était aussi en pleine guerre d'Algérie. Ce conflit de la décolonisation a duré de 1954 à 1962 et a opposé l'armée française à des insurgés algériens de l'Armée de Libération Nationale encadrée par le Front de Libération Nationale. Je me souviens de l'un de mes camarades Foua Bi Irié, excellent dessinateur qui ironisait sur mon désir de rentrer dans l'armée en me dessinant au tableau noir avec la légende que je voulais aller mourir en Algérie.

J'ai finalement réussi aux tests d'entrée à une école militaire française pour y suivre une formation d'officier. Je devenais ainsi le premier ressortissant de Côte d'Ivoire à intégrer l'une des écoles militaires françaises pour en sortir comme officier. Cette école se trouvait à Cherchell, en Algérie, à une cinquantaine de kilomètres d'Alger. On y forma des officiers de 1942 à 1962. C'est après le débarquement allié de novembre 1942 que la France a décidé de l'ouverture de cette école en Algérie. Après l'indépendance en 1962 l'école sera transférée en à Montpellier. Sur les 300 élèves aspirants admis dans cette école en 1959, j'étais le seul africain.

Le Colonel commandant l'Ecole était un officier que nous ne voyions qu'à la rentrée et à la fin de l'année scolaire. Quelle ne fut pas notre surprise quand il vint juste après le premier contrôle pour s'adresser à nous. J'avais obtenu la moyenne de 18.24/20 et le premier Français avait 16.12/20. On avait tous compris la colère du colonel, commandant de l'Ecole qui acceptait difficilement qu'un « Noir colonisé » ait obtenu de meilleurs résultats que les fils de colons blancs. Cet épisode, rapporté à la période que nous vivions en ce moment-là, m'est resté fortement en mémoire. En réalité, je n'écoutais que mon courage pour travailler et apprendre. Mes moments de détente, samedi et dimanche, étaient consacrés aux révisions pendant que mes camarades français rentraient en famille pour la plupart.

De ma tendre enfance à la mission catholique de Katiola, j'avais conservé la fréquentation de la messe le dimanche et j'avais même intégré la chorale de l'église de Cherchell. J'ai encore en souvenir ému la curiosité des Français de me voir fréquenter l'église, persuadés qu'ils étaient tous, que les noirs devaient tous être musulmans.

A la fin de mon année de formation, j'ai été affecté dans une unité de combat à Palestro, à la frontière entre l'Algérie et la Tunisie. Pour la petite histoire, il faut rappeler que c'est à Palestro, en pleine région de Constantine, qu'a eu lieu

l'embuscade de Palestro, ou embuscade de Djerrah, le 18 mai 1956. Cette attaque subie par une compagnie de l'armée française avec une quarantaine de morts, des cadavres mutilés, a déclenché une grande émotion en France, et est restée gravée dans la mémoire de la plupart des Français et des Algériens de l'époque.

A Palestro, j'étais à la tête d'une section de tirailleurs dits « sénégalais ». Au mois de mai 1960, j'ai reçu un message express me demandant de rejoindre Alger de toute urgence. Je ne savais pas ce qui se passait surtout qu'une grande offensive militaire se préparait dans la région de Palestro. Suivant les instructions, j'ai rejoint par avion militaire la ville d'Alger où j'ai été reçu par le Colonel commandant la Garnison puis le Général chef du détachement opérationnel de l'Algérie. Il avait 5 étoiles, et c'était la toute première fois que je me trouvais devant un officier de ce rang.

Le message du général était simple et clair : la Côte d'Ivoire, mon pays, allait accéder à l'indépendance. Je devais laisser mon commandement et retourner en Côte d'Ivoire. J'en ai éprouvé deux sentiments contradictoires. D'un côté, j'étais tout heureux d'apprendre que mon pays allait devenir indépendant.

De l'autre, pour le jeune officier que j'étais, je ressentais un grand déchirement, un sentiment d'abandon, de trahison, car je

n'avais même pas eu le temps de dire au revoir à mes hommes que je laissais sur le terrain. J'ai donc rejoint la Côte d'Ivoire par avion via le Sénégal.

Arrivé à Abidjan le 16 mai 1960, j'ai d'abord été reçu par le Général Caze, conseiller militaire du Premier Ministre Félix Houphouët-Boigny. A cette époque, monsieur Pierre Messmer était le Ministre français des Armées et il avait une très grande proximité avec Félix Houphouët-Boigny, car, il avait été gouverneur de Côte d'Ivoire de 1954 à 1956. Il fut ensuite premier ministre français du 5 juillet 1972 au 27 mai 1974 sous la présidence de Georges Pompidou et l'intérim d'Alain Poher.

J'étais sous-lieutenant, le plus jeune officier ivoirien en 1960 et je me retrouvais, à la veille de la proclamation de l'indépendance avec mes aînés les capitaines Moussa Sanon et Fofana Médiombo, les lieutenants Oulai Gaston, Péhou Martin, Sam Koffi, Tiémoko Fanny et les sous-lieutenants frais émoulus de l'EFORTOM, plus anciens que moi, Sangaré Moulaye, Zagadou, Balou, Barou, Kotoklo.

Ma qualité de plus jeune en ce moment-là me désignait directement pour la cérémonie de descente du drapeau français et de montée du drapeau ivoirien à l'occasion de l'indépendance de la Côte d'Ivoire. C'est cette mission qui m'a été assignée après

que j'ai organisé la retraite aux flambeaux dans les quartiers d'Adjamé, de Treichville et du Plateau.

Pour la descente et la montée des deux drapeaux, il y a eu une polémique. Ne fallait-il pas un officier français pour descendre le drapeau français et un officier ivoirien pour monter celui de la Côte d'Ivoire ? Finalement, la décision fut prise : je devais faire les deux opérations.

C'est ainsi que j'ai rendu les honneurs le 6 août 1960 à partir de 23h45 au premier ministre Félix Houphouët-Boigny arrivant sur l'esplanade de l'Assemblée nationale pour proclamer notre indépendance. Ensuite, j'ai descendu le drapeau français au son de la marseillaise et monté celui de la Côte d'Ivoire au son de l'Abidjanaise en parfaite harmonie avec le discours solennel du Président Félix Houphouët-Boigny qui déclarait à minuit « *En vertu du droit inaliénable qu'a tout peuple de disposer de lui-même, je proclame solennellement, en ce jour béni du 7 août 1960, l'indépendance de la Côte d'Ivoire* ». Je revis encore cette séquence avec émotion, la montée du drapeau ivoirien orange blanc et vert et la grande première de l'hymne national, l'abidjanaise. De nombreux Ivoiriens étaient présents à l'actuelle Assemblée Nationale, certains sur l'esplanade, d'autres dans les arbres alentours et les personnalités dans l'hémicycle.

Le 7 août 1960 au matin, c'était le défilé militaire et civil qui concernait toute la nation, la foule en liesse et les défilants dont les derniers se trouvaient au grand carrefour actuel de Marcory. Le défilé se déroulait sur le pont Houphouët-Boigny en direction de la Place de la République. Ce défilé était magistral et j'ai eu le privilège d'être à la tête de l'unité de l'Ecole de la gendarmerie qui ouvrait cette parade. La seule grande déception de cette journée fut que nous, les jeunes officiers, avons été refoulés à l'accès du bal, le soir, car nous n'étions pas dans la tenue prescrite, c'est-à-dire un spencer pour les officiers et un costume noir avec une cravate foncée pour les civils.

Le lendemain, 8 août 1960, le président Houphouët-Boigny recevait tous les corps constitués dont nous les officiers. Nous n'étions pas nombreux. Il y avait avec nous les élèves officiers de l'EFORTOM ainsi que le premier saint-cyrien ivoirien Emile Bléhouan qui était en première année d'élève officier.

Quand vint mon tour d'être devant le Président Houphouët-Boigny, à peine je m'étais présenté que le président me dit :

- « *Vous, vous irez en France pour une formation d'officier de gendarmerie à Melun* ».

C'est à notre sortie du petit palais que le Capitaine Moussa Sanon m'a expliqué le sens réel des propos du Président à mon endroit.

Après une période de congé, je me suis donc retrouvé à Melun en France avec un de mes compatriotes, le lieutenant Sy Ismaïla qui, jusque-là, était l'aide de camp du Gouverneur du territoire tandis que Zézé Baroan était l'aide de camp du premier ministre Félix Houphouët-Boigny.

A la fin de ma formation qui dura une année, je choisis la spécialité « maintien de l'ordre » sur instructions de mes chefs. Revenu au pays en 1961, j'ai d'abord été affecté à Korhogo comme premier commandant de la Légion de Gendarmerie. A cette époque, il n'y avait que 4 légions de gendarmerie, qui correspondaient aux 4 départements du pays. Six mois après, j'ai été affecté à l'Ecole de gendarmerie en tant qu'adjoint au commandant de l'école qui était un Français, le capitaine Lousteau.

Un autre événement va marquer ma carrière en cette année 1962 pendant que j'étais l'adjoint du commandant de l'école de gendarmerie. Le président malien, Modibo Kéita, grand ami du président Houphouët-Boigny, devait effectuer une visite d'Etat en Côte d'Ivoire au mois de juillet. A cette occasion, le président Houphouët-Boigny souhaitait monter une Garde et la faire défiler au pas de la Légion Etrangère française. Nous étions au mois d'Avril 1962. La Garde n'existait pas. Il fallait la créer de

toutes pièces et lui inculquer les rudiments de la marche des légionnaires français.

Il faut savoir que la marche de la Légion étrangère française respecte une cadence bien particulière à savoir 88 pas par minute contre 120 pour les autres troupes, un rythme fidèle à la cadence de déplacement des armées de l'Ancien Régime puis de l'Empire. Une pure tradition française qu'il fallait aussi importer dans notre pays.

Et en avril 1962, la décision de créer cette Garde défilant comme la Légion Etrangère française est prise par le Président Houphouët-Boigny. Au départ, cette mission est confiée à des officiers français, qui bien vite, font comprendre au ministre de la Défense qu'il ne leur est pas possible de recruter 200 jeunes gens disséminés dans les villages, les regrouper, leur apprendre à marcher au pas cadencé et les faire défiler au pas de la Légion en si peu de temps.

Après cette inacceptation par les officiers français, cette mission périlleuse me fut alors confiée par le Commandant Moussa Sanon sur ordre du ministre de la Défense Jean Konan Banny. Je devais me rendre à Yamoussoukro et recruter 200 jeunes baoulés de la tribu Akouè, grands de taille en excluant les Nanafoué. Ce fut une étape difficile car comme chacun le sait,

les baoulés pur-sang ne sont pas de grande taille. De plus, comme indiqué plus haut ils devaient être Akouè.

Aidés du sous-préfet de Yamoussoukro, monsieur Dablé Nampé Bruno et du secrétaire général du PDCI monsieur Dolou Gaston, nous avons sillonné tous les villages pour réussir l'exploit de trouver les personnes idoines. Elles furent rassemblées sur le site de l'actuelle Garde Républicaine à Yamoussoukro et logées sous des tentes. Restait à les faire marcher au pas de la Légion Etrangère sans musique, avec juste un métronome pour battre la cadence.

Cette mission fut éprouvante pour moi. J'étais à deux doigts d'échouer car nous étions au 15 juin 1962 et après un mois et demi de répétition, les jeunes gens n'arrivaient pas à défiler normalement. Je voyais aussi que les jeunes étaient fatigués ; j'ai alors décidé de les mettre en permission de 24 heures le 15 juin 1962 afin de leur permettre de rentrer en famille. Ce jour m'est resté en mémoire. Il était 11 heures. En attendant le déjeuner avant de libérer les jeunes recrues, je me suis rendu sous ma tente pour une petite sieste. Pendant ce petit moment de repos, une inspiration quasi divine me vint. Une voix à peine perceptible me demandait de faire défiler les soldats au rythme d'un chant en langue locale. Quand j'y pense aujourd'hui ce fut une inspiration divine et je rends grâce à Dieu.

J'ai immédiatement suspendu les permissions et demandé aux jeunes de trouver un chant en langue locale baoulé. Le chant fut vite trouvé et adapté à la cadence de défilé. Nous avons essayé et à ma très grande surprise et satisfaction, le défilé au pas de la Légion Etrangère française devenait une réalité avec des jeunes akouès recrutés dans les villages de Yamoussoukro. Nous avons alors répété plusieurs fois pour que je m'assure que le résultat était parfait. C'était le cas. J'ai alors rendu compte au Commandant Moussa Sanon de la réussite de ma mission. Tout surpris et très dubitatif, il rendit compte au Ministre qui, sur le champ, décida de venir voir de ses propres yeux.

Le lendemain, j'ai reçu la visite du ministre de la Défense Jean Konan Banny, lui-même originaire de Yamoussoukro, accompagné du Commandant Ouattara Thomas d'Aquin, chef d'Etat-Major des Armées et du Commandant Moussa Sanon, Commandant supérieur de la gendarmerie. Tous venus à Yamoussoukro pour bien constater que j'avais réussi à faire marcher mes soldats au pas de la légion étrangère française.

Je revois encore le tremblement des membres du ministre Jean Konan Banny lorsque les jeunes gens ont défilé devant lui, à la perfection et en chantant en langue baoulé dont il comprenait les paroles, des paroles à la gloire du Président Houphouët-Boigny.

C'est ainsi qu'est née la Garde Présidentielle et Milice, avec les pas de défilé en chanson baoulé si caractéristique de cette unité chère au Président Houphouët-Boigny.

Je suis fier et heureux d'y avoir contribué. Cet épisode m'aura rapproché de la famille du Président Houphouët-Boigny.

Au cours de mes études secondaires au lycée à Bouaké, j'avais reçu une formation au pilotage des avions. Et l'esprit innovant du Président Houphouët-Boigny allait s'en apercevoir. Il m'a alors désigné, une fois de plus, pour aller en France à Dax, y suivre une formation de ...pilote d'hélicoptère. Son aversion pour l'avion était connue, c'est la raison pour laquelle le président Houphouët-Boigny avait choisi de former un pilote d'hélicoptère pour ses déplacements. Je me suis donc retrouvé, après Cherchell en Algérie, Melun en France, de nouveau dans ce dernier pays à Dax pour une formation de douze mois au pilotage avion et ensuite hélicoptère. Durant ma formation à Dax, j'ai été témoin d'un épisode tragique.

Avant une séance d'instruction en l'air, j'avais oublié le parachute de mon instructeur, car nous les stagiaires, nous devions prendre au magasin les parachutes pour nous et nos instructeurs. Cet oubli a décalé mon heure de vol au profit d'un autre stagiaire dont j'ai vu ensuite l'avion s'écraser ; un crash dès

le décollage. Et dire que je devais être à la place de cet élève pilote. Ce fut un événement tragique pour toute l'école.

Après mes six mois de formation au pilotage d'hélicoptère, je suis revenu en Côte d'Ivoire et j'étais le pilote privé du Président Houphouët. Mais que ce fut dur pour le Président d'accepter de monter à bord de l'hélicoptère !!! Nous avons dû faire de nombreux voyages dans l'intérieur du pays, lui en voiture, moi, le survolant en hélicoptère. Il a fallu de nombreux voyages pour le mettre en confiance, pour qu'il accepte enfin de monter à bord avec moi comme pilote. Il n'était pas le seul à avoir peur de cet appareil si particulier. Son grand ami Hampaté Bâ que j'ai dû prendre pour un vol de Yamoussoukro à Abidjan a été réticent au début quand il a vu que c'était moi le pilote. J'ai encore en mémoire sa première réaction : « *Félix, tu vas me faire conduire par ce gamin-là !!* ». Rassuré par son ami, il a fini par effectuer des vols paisibles avec moi comme pilote entre Yamoussoukro et Abidjan et à m'adopter comme son fils.

En 1963, une vague de suspicions de complots a gagné notre pays. De nombreux cadres civils et militaires furent arrêtés, mis en prison ou affectés à l'extérieur du pays. C'est ainsi que le Commandant Moussa Sanon a été mis en mission aux Etats-Unis en Ambassade, comme attaché de défense auprès de l'Ambassadeur Henri Konan Bédié tandis que le Capitaine Sy

Ismaila était mis en prison. Et j'ai été appelé par le Président Houphouët Boigny pour remplacer le commandant Moussa Sanon à la tête de la Gendarmerie Nationale. En mars 1964, à 25 ans, je devenais Commandant Supérieur de la Gendarmerie. Je continuais à piloter l'hélicoptère pour les voyages du Président Houphouët-Boigny. J'ai seulement arrêté de piloter quand ma vue a commencé à baisser et que j'étais obligé de porter des lunettes.



Dans ma longue carrière, j'ai dû faire face à de nombreuses crises. L'une d'entre elles était relative à une situation de grève qui paralysait le campus à Abidjan. Le Président Houphouët-Boigny avait ordonné l'intervention des unités de la gendarmerie pour ramener le calme. Le Recteur de l'Université, un Français s'indigna que l'armée ait envahi le campus en ne respectant pas les franchises universitaires. Je lui ai répondu que notre mission était de ramener l'ordre et de le garantir sur toute l'étendue du territoire. L'Université se trouvant sur le territoire ivoirien, nous devions y assurer l'ordre comme partout ailleurs. Il a demandé à parler au Président. Nous l'avons accompagné à son bureau au premier étage et nous l'avons écouté parler au Président, au téléphone.

Vers la fin de leur conversation, nous l'avons entendu dire qu'il rendait sa démission. Et le Président me dit que le Recteur venait de rendre sa démission. Il précise, pour finir, que j'ai la responsabilité de ramener le calme dans toute l'université. Nous sommes alors descendus avec le Recteur qui a voulu s'adresser aux étudiants. Je lui ai dit : « Vous n'êtes plus le Recteur. Par conséquent, je ne vous autorise pas à vous adresser aux étudiants ».

Cet épisode singulier, montrant la délicatesse de notre mission de garant de l'ordre public, m'a particulièrement marqué,

car le lendemain même, un décret signé du Président de la République mettait fin à la mission du Recteur démissionnaire monsieur Paulian qui fut remplacé par monsieur Garagnon.

Je vais terminer en précisant que le Président Houphouët-Boigny n'était pas favorable à la création d'une Armée en 1960. Avec la France, il avait signé les accords de coopération et de Défense qui prévoyaient qu'en cas d'agression extérieure notre pays serait défendu par l'armée française. Il souhaitait développer les forces de première catégorie, la police et la gendarmerie. Je crois que c'est la raison pour laquelle il m'avait désigné si spontanément pour la formation à Melun et le choix du maintien de l'ordre comme ma spécialité. Mais la réalité de la présence de nombreux soldats ivoiriens dans l'armée française au moment des indépendances est venue imposer au Président Houphouët-Boigny la nécessité de récupérer ses compatriotes que la France lui renvoyait. Ce fut la même situation pour les autres ex-territoires français.

C'est ainsi que l'armée ivoirienne est née.



Le Général Ouassenan Koné, l'un des pionniers de l'Armée ivoirienne nous a définitivement quittés le 8 août 2023

GENERAL DE BRIGADE AERIENNE COULIBALY ABDOULAYE

**Premier officier ivoirien pilote d'avion et premier pilote
ivoirien du Président Félix Houphouët-Boigny**



Le Général de Brigade Aérienne Coulibaly Abdoulaye est né le 15 janvier 1943 à Adjamé. Son destin va être intimement lié à celui de l'Armée de l'air de la Côte d'Ivoire. A travers lui, ce sont des générations d'aviateurs (mécaniciens, pilotes et autres) qui vont émerger pour donner les heures de gloire de l'armée de l'air de notre pays. C'est aussi une connaissance personnelle du Président Houphouët-Boigny dont il aura

été le premier pilote ivoirien. Si vous doutiez de ce que l'histoire est un témoignage, les souvenirs exprimés par le Général de Brigade Coulibaly Abdoulaye vont vous réconcilier avec cette vérité universelle.

Je suis effectivement né le 15 janvier 1943 dans le quartier d'Adjamé dont l'histoire se confond avec celle de notre pays. Adjamé terre de rencontre et d'échange avec sa Mission catholique, moi qui suis musulman, j'y ai fait mon école primaire entre 1952 et 1958. Après ma réussite à l'entrée en sixième, j'ai été affecté au Collège moderne de Bingerville entre 1958 et 1963. En 1961, une mission suisse regroupait les meilleurs élèves des lycées ivoiriens pour leur permettre de poursuivre leurs études en Europe. Lamine Fadika en était le plus connu : madame Jeanne Batlo (ancienne proviseur du lycée des jeunes filles et maire de Bingerville) et monsieur Lohoury Guigui, un brillant ingénieur, figuraient parmi les jeunes retenus. J'ai effectivement bénéficié de ce programme et ainsi, j'ai pu rejoindre le lycée militaire d'Autun en France où j'ai obtenu mon baccalauréat en mathématiques élémentaires en 1964.

J'ai alors été orienté en classes préparatoires au Lycée Montaigne de Bordeaux où j'ai passé le concours des grandes écoles françaises. J'étais admis à l'Ecole de l'Air, à l'Ecole Navale et à l'Ecole Nationale de l'Aviation Civile (ENAC) de Toulouse.

J'étais impressionné par les tenues militaires et du fait que Lamine Fadika, notre aîné, avait intégré l'Ecole Navale, je me suis destiné à l'Ecole de l'air. J'ai donc réussi à intégrer cette prestigieuse école à Salon de Provence avec pour destination finale le métier de pilote. Je me souviens que ma mère n'était pas favorable à ce métier. Grâce à la sœur du Général Thomas d'Aquin, nous avons pu convaincre ma mère de me laisser faire ce choix de carrière.

De l'Ecole de l'Air je suis sorti ingénieur diplômé en 1969 avec mon brevet de pilote de transport. Avant cela, c'est-à-dire en 1968, j'étais titulaire du CES de mécanique des fluides et des milieux déformables obtenu à la Faculté de Marseille.

Je suis revenu en Côte d'Ivoire en 1970 au grade de lieutenant et je pilotais alors les DC3 que nous avions dans notre parc d'avions à cette époque. Ces DC3 avaient été cédés à l'armée ivoirienne par les Américains suite à la guerre de Corée. De nombreux Français occupaient les postes de responsabilités dans l'armée de l'air ivoirienne.

En 1970, notre pays avait acquis des Mystères 20 que seuls des officiers français pilotaient pendant les déplacements du Président de la République. J'avais la qualification pour conduire cet avion, car j'en assurais le co-pilotage, mais il m'était loin d'imaginer piloter avec le Président Houphouët-Boigny à bord.

Mais le destin allait m'offrir une occasion de piloter un des avions dans lequel prenait place le Président Félix Houphouët-Boigny

En 1971, le président devait se rendre à Monrovia au Libéria et le pilote français qui devait effectuer le vol a eu une crise de paludisme, l'empêchant d'être opérationnel ce jour-là. Et pour ce faire, on m'avait pratiquement caché dans le cockpit au moment où le Président saluait les membres d'équipage au pied de l'appareil, de sorte que le Président Houphouët ignorait que j'étais le pilote qui devait le conduire d'Abidjan à Monrovia. Le vol s'est bien passé et au retour le Chef de l'Etat a souhaité nous saluer : c'est ainsi qu'il m'a vu, à sa grande surprise, dans la cabine au poste de pilotage. Sur le coup, il n'a rien dit. Le lendemain il a convoqué d'urgence le Ministre de la Défense M'Bahia Blé Kouadio, pour lui exprimer sa colère d'avoir été conduit en avion par un si jeune pilote ivoirien inexpérimenté. Il a exigé qu'on lui présente tous mes diplômes et mes qualifications qui m'autorisaient à piloter un avion. Aujourd'hui encore je m'imagine la peur qui a pu s'emparer du Ministre M'Bahia Blé Kouadio qui jouait là pratiquement son poste, son avenir professionnel. Après cet épisode, le Président donna l'ordre de ne plus me voir piloter un avion dans lequel il serait passager. Et ce fut ainsi les années qui suivirent.

A la faveur des avancements, je suis nommé capitaine en janvier 1972 et en juin de cette même année, le Président Houphouët-Boigny a effectué un déplacement en Europe à bord d'un avion commercial. Nous venions d'acquérir des Fokker 27 et on me confia, à l'insu du Président, la mission de convoyer ses bagages de Paris à Abidjan. J'ai exécuté cette mission parfaitement, sans que le Président ne le sache.

Un mois plus tard, soit en juillet 1972, un événement allait encore changer mon destin. La rivalité entre la Côte d'Ivoire du Président Houphouët-Boigny et la Guinée de Sékou Touré était à son paroxysme. Les invectives entre les deux chefs d'Etat étaient fréquentes et le Président Houphouët-Boigny voulait y mettre un terme. En Guinée, on considérait que la Côte d'Ivoire était une marionnette de la France, et que c'étaient les Français qui y faisaient tout. Les Guinéens, fiers de leur refus du Référendum de 1958, se voyaient en leaders nationalistes de la sous-région. Pour la réconciliation entre les deux Etats, le Président Guinéen exigea que le Président Houphouët-Boigny fasse le déplacement en Guinée dans la petite ville de Faranah qui avait un petit aéroport où pouvait se poser le Fokker 27. Faranah est située sur les rives du fleuve Niger et sur le principal axe routier de la Guinée, entre Conakry et Kissidougou.

Le Président s'est ouvert de ce voyage important au ministre de la Défense, M'Bahia Blé Kouadio. Pour lui, il devait se rendre en Guinée à bord d'un avion piloté par des Ivoiriens. C'est alors que, se souvenant de l'incident de Monrovia, le Président demanda au Ministre si le jeune pilote que j'étais à cette époque, était encore présent dans les rangs de l'Armée de l'air. Et le Ministre M'Bahia Blé lui répondit :

- « *Monsieur le Président, ce jeune pilote est encore présent, mieux, vous l'avez élevé au rang de capitaine depuis le 1^{er} Janvier 1972. De plus, lorsque vous êtes parti en France par avion commercial, c'est ce jeune pilote qui a convoyé vos bagages de Paris à Abidjan aux commandes d'un Fokker 27. »*

Le vol pour la Guinée et sa ville de Faranah devait se faire à partir de Yamoussoukro et la veille nous y étions. Le jour du départ, arrivé à l'aéroport, le Président Houphouët-Boigny prend une décision surprenante. Il exige que nous mettions le cap sur la ville de Man avant de nous rendre à Faranah. Dans l'avion, nous avons les plus hautes personnalités de l'Etat, à savoir :

- Le Président de la République, Houphouët-Boigny
- Le Président de l'Assemblée nationale, Philippe Grégoire Yacé
- Le Président de la Cour Suprême, Alphonse Bony

Le vol entre Yamoussoukro et Man a duré une quinzaine de minutes, et après l'atterrissage le président n'a fait que saluer rapidement les autorités administratives de la ville de Man et nous avons repris le vol pour Faranah. A ce moment-là, j'avoue n'avoir pas compris l'intérêt de ce déplacement à Man.

Nous étions au mois de juillet, en pleine saison des pluies et c'est sous des trombes d'eau que nous avons atterri finalement à Faranah en Guinée.



A notre arrivée, les Guinéens voulaient voir impérativement l'équipage, persuadés qu'ils étaient que les pilotes et tous les membres d'équipage étaient des Français. Ils sont montés à bord de notre avion et ils nous ont vu, trois membres d'équipage tous Ivoiriens. Je crois qu'ils n'en revenaient pas. Des pilotes Ivoiriens à bord d'un Fokker 27 atterrissant en pleine saison pluvieuse sur la modeste piste de Faranah !!

Nous avons exigé la réciprocité, à savoir, visiter leur avion, un vieil AN12 qui était sur la piste. Nous y avons vu une vingtaine de russes.

J'ai raconté cet épisode au Président et il en a éprouvé une grande joie ; à savoir que notre pays avait pu montrer son équipage entièrement ivoirien aux commandes d'un avion moderne. Voici donc comment je suis devenu le pilote du Président.

C'est bien plus tard que je vais apprendre pourquoi le président avait exigé un détour par la ville de Man. Il voulait s'assurer que nous pouvions conduire l'avion dans la ville la plus proche avant d'envisager aller en Guinée. Alors qu'il est plus difficile d'aller à Man, car cette ville est entourée de nombreuses montagnes.

J'ai ensuite pris le commandement du Groupement Aérien de Transport et de Liaison (GATL) en juin 1974 en remplacement d'un officier français, le commandant Geoffroy qui avait été mon instructeur à l'Ecole de l'Air. Il me connaissait bien et nos rapports ont été excellents jusqu'à la passation de commandement entre nous. Nous avions en ce moment-là un effectif de 150 aviateurs. En 1979, j'ai été nommé Directeur Général d'Air Côte d'Ivoire. Quand je quittais mon commandement en 1994, nous avions deux bases aériennes (Abidjan et Bouaké) avec un effectif de 2000 aviateurs. J'en éprouve une légitime fierté.

Comment sommes-nous devenus acquéreurs d'avions Fokker ? C'est le Président Houphouët qui, lors d'une visite officielle en Hollande, a été approché par ses hôtes qui étaient satisfaits de nous acheter du café et du cacao, mais qui souhaitaient voir la Côte d'Ivoire leur acheter en retour quelque

chose. Et ce sont les avions qui ont été proposés, des Fokker 27. Nous en avons dans un premier temps acquis 3 dont un en version militaire pour faire du largage de parachutistes. Un Fokker 27 nous a même servi pour conduire le Président à Odienné en 1972 lors de la fête de l'indépendance qui se déroulait dans cette ville.

En 1978, nous avons acquis plusieurs appareils Fokker quasiment neufs et c'est alors que le Président décida de confier Air Ivoire aux personnels militaires. Nous avons alors couvert les villes suivantes : Bouaké, Daloa, Gagnoa, San-Pedro, Bouna, Abengourou, Odienné, Sassandra, Tabou, Man, Grand-Béréby, Bondoukou, Korhogo avec des prix extrêmement bas, par exemple, 9 500 francs CFA pour Odienné.

Ensuite, notre pays a acquis les Gruman ou Gulfstream IV pour lesquels j'ai eu les qualifications. Avec l'un de ces appareils, je me souviens d'une mission avec le Président Houphouët. Nous sommes passés par Niamey pour prendre le Président nigérien et nous sommes allés à Addis-Abéba au sommet de l'Union Africaine.

Notre base aérienne de Bouaké avec ses Alpha-jets de l'époque a été conçue avec beaucoup de sérieux. La piste faisait plus de 3 kilomètres et cet aéroport pouvait accueillir des ravitailleurs en vol. Nos premiers pilotes de chasse avaient alors

un bel outil pour leur permettre de s'entraîner dans de meilleures conditions.

Je vais terminer mon propos en retenant la formation que nous avons pu organiser pour de nombreux aviateurs de notre pays, aussi bien des pilotes que des mécaniciens. Nous sommes leaders dans la sous-région et cela est un motif de fierté. La formation est permanente et actuellement, nous avons un partenariat avec l'INP-HB de Yamoussoukro pour la formation théorique de nos jeunes pilotes civils. La formation coûte cher et nous jouons la vocation sous régionale pour la rendre accessible, moderne et parfaitement intégrée au monde d'aujourd'hui.

Grâce aux anciens, je pense au Général Ouattara Thomas d'Aquin et à d'autres, nous avons eu l'opportunité d'être formés et d'occuper des fonctions importantes au sein des Armées. La formation de qualité est la clé du succès des Armées de notre pays.

1974 : Photo de famille suite à la passation de commandement entre le commandant Geoffroy et le Capitaine Coulibaly Abdoulaye

